

## **NIGER : CHRONIQUE D'UNE DÉROUTE SÉCURITAIRE ANNONCÉE**

Emmanuel GRÉGOIRE, Directeur de recherche émérite IRD, le 15/12/25

Cet article se propose d'examiner les causes profondes des revers répétés de l'armée nigérienne face aux attaques du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM) et de l'État islamique au grand Sahara (ÉIGS). L'approche anthropologique est ici privilégiée bien qu'il soit difficile d'enquêter dans le milieu militaire par définition secret et méfiant. Toutefois, nous sommes parvenus à avoir une connaissance fine de son commandement et de ses principaux hauts gradés à commencer par ceux qui sont les instigateurs du coup d'État du 26 juillet 2023 et les officiers qui les ont ralliés.

La déroute de l'armée nigérienne est avant tout celle du général Tiani et les membres du Conseil national de salut public (CNSP) qui renversèrent le président Mohamed Bazoum démocratiquement élu deux ans plus tôt. S'ils justifiaient leur prise du pouvoir par « *la dégradation continue de la situation sécuritaire* », il s'avère, deux ans plus tard, qu'ils ont échoué dans leur entreprise puisque les djihadistes ne cessent de gagner du terrain dans la région de Tillabéri (ils encerclèrent la ville les 11 et 12 septembre 2025 et en pillèrent une partie), mais aussi dans celles de Dosso et de Tahoua si bien que l'ouest du Niger se trouve dans une situation de forte insécurité guère surprenante étant donné les carences stratégiques et organisationnelles des putschistes.

Pour comprendre les causes de la dégradation de la situation sécuritaire et apprécier son ampleur, nous allons comparer la conjoncture avant le coup d'État avec la situation actuelle. Trois facteurs ont joué un rôle déterminant dans la percée islamiste : l'affaiblissement du commandement de l'armée nigérienne décapité par le nouveau régime, le renvoi brutal des forces françaises et américaines qui laissa le Niger seul face aux islamistes et enfin les défaillances des Forces armées nationales (FAN) dont les causes sont multiples : mutations de plus de 300 hauts gradés dans l'administration civile et des fonctions auparavant électives, corruption et affairisme des cadres de l'armée, insuffisance et détérioration du matériel des soldats et de leurs conditions de vie, déficiences du renseignement. Dans de telles conditions, le dispositif sécuritaire nigérien ne peut plus repousser les offensives djihadistes.

### **I. Les putschistes avant le coup d'État et la lutte du président Bazoum contre les djihadistes**

Homme fort du nouveau régime, le général Tiani n'était pas impliqué dans la lutte contre les islamistes, son rôle étant d'assurer la protection du président de la République. Comme l'illustre son parcours, Tiani n'est pas un militaire de terrain, mais plutôt de casernes. Issu de la troupe, il n'appartient pas à la bourgeoisie militaire nigérienne et a gravi les différents échelons de la hiérarchie plus grâce à ses relations qu'à ses mérites militaires. Engagé comme soldat en 1985, c'est en 2010 que sa carrière débute vraiment : le général Salifou Mody intercéda en sa faveur auprès du général Salou Djibo alors chef de l'État pour qu'il soit nommé commandant de la zone de défense n°3 de Zinder : il accéda alors à son premier poste de commandement qu'il occupa peu de temps puisqu'il fut propulsé (2011) commandant de la garde présidentielle (GP) puis promu général (2018) par l'ex-président Mahamadou Issoufou auquel il est apparenté par son épouse. Il occupa cette fonction pendant dix ans<sup>1</sup> sous son mandat puis deux sous celui de Bazoum.

---

<sup>1</sup> Ce poste offre des opportunités de gains d'où le patrimoine élevé du général Tiani.

Il était alors chargé de veiller à leur sécurité et déjoua plusieurs coups d'État dont une tentative eut lieu la veille de son investiture (31 mars 2021). Souvent, il emprisonna sans procès ou muta loin du Niger des comploteurs présumés et mit à la retraite des officiers dont il se méfiait ou lui déplaisait. Aussi, beaucoup d'entre eux lui sont hostiles et il est étonnant qu'il n'ait toujours pas été destitué étant donné sa forte popularité au sein de l'armée. Certains observateurs expliquent que pour éviter d'être à son tour renversé, Tiani instaura un système de rémunération informel dont bénéficiaient des cadres de l'armée et d'anciens responsables politiques. L'histoire des coups d'État au Niger montre en effet que si les militaires sont toujours en première ligne, des civils sont derrière eux, car les premiers sont incapables de gérer, seuls, le pays n'ayant aucune compétence économique ni en matière de développement. Quant aux seconds, ils sont attirés par le gain contrepartie de leur soutien et peuvent parfois même être impliqués dans un coup d'État.

Les trois généraux qui ont aussitôt rallié le putsch sont, au contraire, des hommes qui ont exercé de hautes fonctions militaires sur le terrain que ce soit dans l'ouest du Niger que dans la région du lac Tchad. Ainsi, le général Mody désormais ministre de la Défense a été jusqu'en mars 2023 chef d'état-major des FAN<sup>2</sup>. Après l'avoir promu « général 4 étoiles », le président Bazoum se méfiant de lui le nomma (1<sup>er</sup> juin 2023) ambassadeur auprès des Émirats arabes unis poste qu'il n'a jamais rejoint. Le président avait de bonnes raisons de l'éloigner puisque le général Mody connu pour sa duplicité a été impliqué dans tous les coups d'État qu'a connu le Niger depuis la Conférence nationale (1995, 1999, 2010). En 2011, il a été soupçonné de fomenter un coup d'État contre le général Djibo Salou lui-même putschiste et alors chef de l'État qui l'a aussitôt muté à Berlin comme attaché de défense. Le président Issoufou le sortit de son exil en le nommant chef d'état-major (janvier 2020). Quatre mois avant le coup d'État, le général Mody occupait donc une fonction importante et, lors d'un déplacement avec le général français Thierry Burkhard dans la région des trois frontières, il déclarait devant des élus locaux et la population : « *vous êtes les principaux témoins de l'accalmie, relative certes, mais une accalmie qui règne de plus en plus dans la zone* ». Depuis lors, il a radicalement changé de discours puisqu'il expliqua sans vergogne lors d'un entretien télévisé (21 janvier 2025) « *qu'avant les événements du 26 juillet 2023, notre pays était en insécurité tout simplement parce que nous ne maîtrisions pas la situation sécuritaire. Nous étions sous tutelle* ». Aussi, de nombreux officiers le jugent sans foi ni loi et fanatique : c'est lui qui incita des milliers de jeunes à marcher sur l'ambassade de France à Niamey pour la saccager, mais il dut les arrêter sous la pression de l'ancien Premier ministre Hama Amadou.

Le général Toumba<sup>3</sup> est désormais ministre de l'Intérieur, de la Sécurité publique et de l'Administration du territoire. Auparavant, il était chef d'état-major adjoint de l'armée de terre et commandant de l'opération Almahaou qui gérait les aspects liés aux islamistes repentis et à leur réinsertion dans la société. En outre, il dirigeait l'opération conjointe avec la force française et avait des contacts réguliers avec les responsables de l'opération Barkhane. Lui aussi est intervenu à la télévision le 25 janvier déclarant que « *nous étions dans une situation de sous-traitance sécuritaire* » et que « *cette coopération* (avec la France et les États-Unis) *a fini par créer la désolation* ». Il fait preuve d'une grande mauvaise foi puisqu'il se félicitait (5 juin 2022) de la bonne entente et de la collaboration exemplaire avec l'armée française : « *vous aviez bien voulu nous accompagner dans ce nouveau concept, qui consiste à héliporter des combattants au plus près de l'objectif, pour des actions de sécurisation afin de permettre à la population de vaquer à ses occupations, en ce début des travaux champêtres* » déclara-t-il

<sup>2</sup> Il est le fils de l'adjudant-chef Mody qui a été exécuté étant accusé de participer à la préparation d'un coup d'État contre Diori Hamani, premier président de la République. Enfant de la troupe après le décès de son père, il a été élevé dans un environnement militaire avant d'être recruté par les FAN.

<sup>3</sup> Son père, Boubacar Toumba chef d'état-major de l'armée lors de la Conférence nationale (1991), assura aux délégués que « les FAN tiennent (désormais) à conserver leur caractère apolitique », propos oublié par son fils !

lors de la cérémonie marquant la fin de la mission du groupement tactique de la force Barkhane.

À présent chef d'état-major des armées, le général Salaou Barmou est le dernier élément du quartieron de généraux putschistes (il effectua sa formation aux États-Unis)<sup>4</sup>. Comme le général Toumba, Barmou était un homme de terrain. Sous le commandement du chef d'état-major de l'armée de terre, ces deux officiers exercèrent des responsabilités dans la région de Diffa où sévissait Boko Haram, et dans l'ouest du Niger où ils ont dirigé des opérations contre des islamistes. L'arrivée au pouvoir d'Issoufou Mahamadou (2011) propulsa leur carrière comme tout celle de Tiani puisqu'il leur confia des postes de commandement importants.

Ce dernier niveau qui est hautement stratégique se trouvait entre les mains du chef d'état-major des armées, le général Abdou Issa Sidikou. En fait, le président Bazoum n'avait pas apporté de changements majeurs dans le dispositif du commandement militaire qu'il avait hérité de son prédécesseur montrant par là une certaine naïveté. Il s'était en effet entouré d'hommes placés par Issoufou tant au niveau de la garde présidentielle que des armées et n'avait opéré que des changements mineurs en nommant de nouveaux chefs d'état-major. Dans ces conditions, selon un de ses anciens conseillers, son dispositif militaire était plus acquis à l'ex-président Issoufou qu'à lui-même ce qui le fragilisait alors qu'il aurait dû «*fabriquer des loyautés pour résister à une armée putschiste* ». Aussi, le président Bazoum ne pouvait déjouer une tentative de coup d'État surtout si son prédécesseur en était un des instigateurs comme ce fut le cas : son combat contre la corruption et le détournement de fonds publics a en effet fortement déplu à Issoufou, car il s'attaquait aux sources de prébendes de sa famille et de ses proches en voulant assainir la haute administration et créer une société chargée des exportations de pétrole (PétroNiger) pour limiter les malversations.

Avant le coup d'État, les principaux putschistes à l'exception du général Tiani occupaient des postes stratégiques et étaient impliqués dans la lutte contre les djihadistes : ils sont donc responsables du bilan sécuritaire du président Bazoum qui était plutôt positif. Certes, le commandement militaire présentait des imperfections, mais il était opérationnel et obtenait des résultats encourageants sur le terrain comme le souligna souvent le général Toumba qui n'a aucun scrupule à se contredire aujourd'hui. Le Niger se distinguait alors de ses voisins sahéliens étant le seul pays de la sous-région où les groupes terroristes n'avaient pas établi de bases permanentes. Ce constat a été aussi mis en avant par le général Mody qui s'en est plusieurs fois félicité publiquement. Le président Bazoum avait en effet mis en œuvre une stratégie hybride efficace comprenant des opérations militaires et simultanément des processus de démobilisation et de réintégration des ex-combattants ayant rejoint les djihadistes sous l'égide de la Haute Autorité à la Consolidation de la Paix (HACP) qui obtenait de bons résultats. Enfin, il effectuait des visites régulières dans les zones à risques afin de soutenir le moral des troupes et d'apporter un réconfort aux familles affectées par la perte d'un proche.

Malgré les nombreux défis auxquels elle était confrontée, l'armée nigérienne bénéficiait d'une certaine reconnaissance et d'un soutien actif de ses partenaires étrangers qui assuraient la formation de ses hommes, fournissaient du renseignement (intelligence et reconnaissance) et parfois intervenaient à ses côtés. La France jouait ici un rôle de premier plan à travers les opérations Barkhane et Takouba chargées de renforcer les capacités des forces armées nigériennes et de les assister : des soldats français étaient présents sur le théâtre des opérations s'efforçant de repousser les attaques des djihadistes bien que ne parvenant pas à les vaincre, mais pouvait-il en être autrement ?

---

<sup>4</sup> Le général Seyni Kountché nomma son père ministre de la jeunesse et des sports puis secrétaire général de son parti unique : Barmou fait donc aussi partie de la bourgeoisie politique nigérienne.

Les objectifs qui leur étaient assignés étaient en effet trop ambitieux, car il s'agit d'un conflit asymétrique où l'ennemi qui a une parfaite connaissance du terrain et est très mobile se confond avec la population et procède sous la forme d'attaques surprises et brèves de positions militaires ou de villages. Aussi, la France ne pouvait éliminer les islamistes, mais elle est quand même parvenue à freiner leur progression et les a parfois repoussés au-delà des frontières nigériennes. Depuis son départ et celui des États-Unis qui jouaient un rôle important dans le renseignement grâce à leur base stratégique d'Agadez, la situation sécuritaire s'est fortement dégradée alors que les putschistes s'étaient vantés de faire mieux : preuve est faite que l'opération Barkhane avait des effets positifs aussi bien du point de vue territorial qu'humain comme en témoignent les villageois de la région de Tillabéri plus que jamais exposés aux exactions des islamistes au point de ne plus pouvoir cultiver leurs champs de brousse. Outre les forces occidentales, la force conjointe du G5 Sahel et la force mixte multinationale (FMM) qui associait le Niger, le Nigéria, le Tchad et le Cameroun, luttaient aussi contre les islamistes.

À la veille du coup d'État, les officiers nigériens ne tarissaient pas d'éloges à propos des bataillons des forces spéciales mises en place grâce au partenariat avec la France, les États-Unis, la Belgique, l'Allemagne, l'Espagne, le Royaume-Uni, le Canada et l'Italie. À ces partenariats bilatéraux, s'ajoutait celui de l'Union européenne (UE) à travers la mission EUCAP-Sahel-Niger dont le mandat avait été renouvelé jusqu'en septembre 2024. Enfin, le commandement de l'armée reposait sur une architecture sécuritaire solide qui comprenait le Conseil national de sécurité, le Conseil de défense nationale et les conseils régionaux de sécurité. La situation sécuritaire n'était alors pas mauvaise : l'est du Niger avait été pacifié, le groupe islamiste Boko Haram étant neutralisé ; l'ouest était sous étroite surveillance et la fin du conflit semblait envisageable avant la fin du mandat de Bazoum. Enfin, les victimes civiles et militaires étaient peu nombreuses ce qui n'est plus le cas aujourd'hui : selon l'ONG Acled, qui recense les violences dans les conflits, le nombre de morts a plus que doublé au Sahel central entre 2021 et 2024 passant de moins de 6000 à plus de 12000<sup>5</sup>.

## **II. Le commandement militaire après le coup d'État et les premiers revers de l'armée nigérienne**

Le 26 juillet 2023 au matin, le général Tiani décida sur un « coup de tête » pour reprendre l'expression de l'ancien Premier ministre Ouhoumoudou Mahamadou de séquestrer le président Bazoum ayant accumulé une série de griefs contre lui : frustrations financières, mésentente avec Rhissa Ag Boula son conseiller à la sécurité, crainte d'une mutation. Le moment était donc venu de le destituer avec la discrète complicité de l'ancien président Issoufou qui voyait là une opportunité de revenir au pouvoir. Très vite, Tiani approcha plusieurs généraux pour qu'ils se joignent à lui bien qu'avant même le 26 juillet il avait coopté un petit noyau de hauts gradés, dont le général Salifou Mody avec lequel il complotait. Tiani attendait donc le moment opportun pour renverser le président Bazoum. Ses proches l'en avaient averti, mais il ne voulut pas préparer un contre coup d'État pour éviter un bain de sang.

Les tractations débutèrent très vite à la tête de l'armée nigérienne, mais furent, au départ, difficiles, car des hauts gradés refusaient de cautionner la tentative de coup d'État au point qu'une contre-offensive se préparerait. Tiani négocia les conditions de leur ralliement sur fond de transactions financières et de partage du pouvoir. Aussi, dès le 27 juillet, le général Abdou Sidikou, chef d'état-major, déclara rejoindre les putschistes afin de « *préserver l'intégrité physique du président et de sa famille* » et « *d'éviter une confrontation meurtrière entre les différentes forces* »<sup>6</sup> à savoir la garde

<sup>5</sup> R. Carayol, « Les jupes militaires du Sahel s'enfoncent dans une dérive autoritaire », Mediapart 19/09/2025.

<sup>6</sup> ActuNiger | Coup d'État : le commandement militaire de l'Armée se rallie au CNSP, la junte qui a renversé le président Bazoum - ActuNiger

présidentielle qui soutenait le général Tiani au reste de l'armée. Le document montre clairement qu'elle n'était pas impliquée dans le coup d'État et a donc été mise devant le fait accompli. A priori, l'esprit de corps, l'unité de l'armée et d'autres considérations plaident pour que la tentative de coup d'État ne soit pas un facteur de divisions ni d'affrontements fratricides comme l'affirma le général Sidikou pour qui l'armée devait se concentrer sur le combat contre le terrorisme.

Selon des témoignages recueillis au sein même de l'armée, le général Tiani obtint le soutien des responsables des FAN en créant un rapport de force affirmant qu'il riposterait avec les armes en cas d'attaque tout en négociant avec les principaux hauts gradés. Un compromis fut trouvé lors d'une réunion de « consolidation » qui s'est tenu deux jours après le coup d'État : des postes ministériels et de commandement national et régional auraient été partagés à ce moment-là afin de satisfaire les exigences des responsables militaires qui rallièrent le général Tiani.<sup>7</sup> Certains évoquent également des transactions financières effectuées par l'intermédiaire de commerçants proches de l'ancien président Issoufou<sup>7</sup>. Le clientélisme joua donc un rôle déterminant dans la légitimation du coup d'État : « *comme d'habitude, dès qu'il y a un coup d'État, tous les militaires rappellent comme des imbéciles espérant s'enrichir comme cela s'est passé en 1999 et en 2010* » me précisa un très haut responsable politique nigérien. Il s'avère en effet que les coups d'État sont le plus souvent (1974, 1999, 2010, 2023) le fait de militaires nés en brousse et issus de milieux modestes qui sollicitent ensuite l'appui des grandes familles qui contrôlent l'armée depuis plusieurs générations : elles ne prennent donc jamais l'initiative d'un coup d'État, mais en profitent pour renforcer leur assise politique, économique et sociale.

Dès lors, le général Tiani devait consolider son putsch en le légitimant sur le plan national et international. Dans ce processus, il a d'abord recherché le quitus de l'ensemble de l'armée. Pour cela, il mit en place des stratégies d'incitation au ralliement de nombreux officiers et de commandants d'unités notamment sous la forme d'avantages financiers, mais aussi de promesses de postes rémunérateurs<sup>8</sup>, d'avantages matériels, de promotions, de primes, etc. Ces ralliements reposèrent plus sur d'opportunistes calculs d'intérêts personnels que sur une adhésion à un projet politique qui n'existant d'ailleurs pas. Rien n'était cependant gagné pour le général Tiani qui craignait d'être renversé à son tour si bien qu'il vit barricadé dans le camp de la présidence<sup>9</sup> : il se rend donc peu à l'intérieur du pays par peur que l'on porte atteinte à sa vie et bouda de nombreux meetings de soutien organisés peu après sa prise de pouvoir au stade Seyni Kountché de Niamey où il mandatait son chef d'état-major particulier, le colonel Ibro Amadou, pour prononcer des discours en son nom. Enfin, le colonel Baré Arabé Souleymane, directeur de la Direction générale de la documentation et de la sécurité extérieure (DGDSE) veille aussi sur sa sécurité<sup>10</sup> ainsi que des charlatans (zimas) et des marabouts<sup>11</sup>.

<sup>7</sup> Cette information provenant de sources différentes n'a pu être vérifiée.

<sup>8</sup> Les officiers manifestent un intérêt marqué pour les postes de commandement, car ils offrent des opportunités d'enrichissement, la corruption étant endémique au sein de l'armée nigérienne cf. Brimaka Garba Azizou « Les forces armées nigériennes (FAN) face au terrorisme international : enjeux, défis et enseignements », juin 2021, Centre africain de recherche sur les défis globaux (CARD), 21 pages.

<sup>9</sup> Paranoïaque, il fit de sa garde présidentielle une milice surarmée capable de s'opposer à l'armée.

<sup>10</sup> Cet officier appartient à la bourgeoisie militaire puisque son père Balla-Arabé Chaweye a été le premier chef d'état-major général et chef des armées du Niger de 1962 à 1973.

<sup>11</sup> Fils d'un zima (prêtre animiste vivant en contact avec des génies), le général Tiani est un adepte des cultes traditionnels. Aussi, il s'entoure de zimas et de marabouts mystiques qu'il rémunère pour lui prédire l'avenir et lui fournir tous les gris-gris nécessaires à sa protection qu'il dissimule sous son uniforme.

Le général Tiani tissa très vite des réseaux de privilégiés auxquels il attribua des promotions, tandis qu'il mit sous surveillance tous les chefs militaires. L'armée a donc été infiltrée par ses agents qui sont souvent de simples soldats de 2<sup>e</sup> classe et des zimas ou des marabouts chargés aussi de surveiller les officiers. De même, l'administration publique, les sphères universitaire et judiciaire, les organisations de la société civile, les ONG, les organismes internationaux et parfois même des chancelleries occidentales ont tous été infiltrées par ses agents qui sont souvent des personnes modestes qu'on ne peut soupçonner de renseigner le régime. En adoptant cette stratégie répressive et clientéliste, il instaura un régime dictatorial séquestrant à la fois l'armée et le président Bazoum. Il fit de même pour museler les acteurs de la société civile dont le leader Moussa Tchangari est emprisonné depuis plus d'un an, les dirigeants syndicaux, la classe politique et les intellectuels : tous se taisent de peur d'être arrêtés, le général Tiani ayant mis en place un puissant dispositif répressif qu'il utilise pour terroriser la population.

Le coup d'État provoqua une désorganisation de l'appareil militaire nigérien. En renversant le président Bazoum, les putschistes décapitèrent le commandement, marginalisèrent de nombreux cadres compétents affectés dans l'administration civile et désarticulèrent les mécanismes de coordination entre les différentes unités des FAN ce qui profita aux djihadistes d'autant plus que d'autres dynamiques leur furent favorables dès les premières semaines suivant le coup d'État :

- Tout d'abord, l'ardeur des putschistes pressés de consolider leur pouvoir s'est traduite par des purges internes et des nominations partisanes privilégiant la loyauté au nouveau régime à la compétence. Des officiers expérimentés formés dans le cadre de la coopération internationale furent remplacés par des proches du régime dont l'expertise opérationnelle était faible. Cette politisation du commandement créa un climat de méfiance et d'instabilité au sein de l'armée.
- Ensuite, la rupture brutale avec les partenaires occidentaux désorganisa la chaîne logistique et de renseignement. L'armée nigérienne, qui dépendait des capacités satellitaires et aériennes des États-Unis et de la France, s'est retrouvée aveugle face à des groupes djihadistes très mobiles. En outre, les mécanismes conjoints de planification, notamment à travers l'opération franco-nigérienne Almahaou, ont été abandonnés laissant sur le terrain des unités désemparées et isolées après le retrait des troupes françaises basées à Ouallam et Ayorou rapatriées à Niamey (9 octobre 2023).
- Cette désorganisation toucha le moral des troupes. Les soldats, déjà affectés par des conditions de vie difficiles, ont vu leur situation empirer : rationnement alimentaire, manque d'équipements adaptés, retards dans le versement des soldes et des primes, absence de rotations dans les zones les plus dangereuses, perte de confiance dans la hiérarchie militaire désormais perçue comme corrompue et déconnectée des réalités du front d'où un fort sentiment d'abandon. Celui-ci s'est traduit par des désertions, une moindre combativité (refus de partir en patrouille) et des mutineries.
- Enfin, les rivalités entre généraux fragmentèrent le dispositif sécuritaire, chacun voulant renforcer sa position dans l'appareil d'État. Aussi, les décisions stratégiques se sont révélées incohérentes, voire contradictoires : l'absence d'unité du commandement empêcha toute réponse adaptée et coordonnée aux offensives djihadistes qui exploitent ces divisions pour accentuer leur percée.

Loin d'améliorer la situation comme l'avaient promis ses auteurs, le coup d'État provoqua l'affaiblissement militaire et sécuritaire du pays en désorganisant la chaîne de commandement, en rejetant brutalement le soutien extérieur pourtant décisif et en détériorant les conditions opérationnelles des soldats ouvrant ainsi la voie à une expansion territoriale sans précédent des groupes islamistes.

Ces derniers ne tardèrent pas à profiter de la situation bénéficiant aussi de la mise en retrait des partenaires étrangers du Niger avec à leur tête la France, car la communauté internationale réagit très énergiquement condamnant avec fermeté le putsch et prenant une série de mesures de rétorsion sévères contre la junte alors qu'à habituellement, elle se contentait de condamnations de principe et de sanctions sans grand enjeu.

C'est précisément ce *scénario* qu'espéraient l'ex-président Issoufou et le général Tiani qui pensaient que leur coup d'État serait une formalité comme cela s'était récemment passé au Burkina Faso où la communauté internationale, lassée par une succession de putschs en Afrique de l'Ouest (Guinée, Mali, Burkina Faso), n'avait pas réagi. Grave erreur, car de gros financements étrangers se concentraient sur le Niger, dernier pays encore stable du Sahel désormais stratégique. De plus, le président Bazoum à travers sa gestion du conflit et plus globalement du pays était très apprécié par les bailleurs de fonds et les chancelleries européennes et nord-américaines.

Un bras de fer s'engagea alors avec la France dont les opérations militaires cessèrent alors qu'elles remplissaient globalement leur rôle à savoir maîtriser puis réduire les capacités militaires des groupes terroristes. Plusieurs textes ont analysé l'attitude radicale des putschistes à l'égard de la France, il est donc inutile ici de revenir sur ce point<sup>12</sup>. Toutefois, soulignons que les généraux français qui sont devenus européenistes ne s'intéressent plus à l'Afrique n'ayant d'intérêt que pour l'Ukraine et la menace d'un conflit avec la Russie. C'est pourquoi, sans le dire ouvertement, ils se sont opposés à une opération militaire pour rétablir Bazoum dans sa fonction tout comme l'ambassadeur Sylvain Itté qui était à l'affût du moindre prétexte pour ne rien faire. Pour bloquer toute action, ils ont évoqué des incidents opérationnels (pannes d'hélicoptères, problème de transmission entre la base aérienne française de Niamey et les éléments installés à Ouallam) et proposé au président Macron d'agir en soutien à la CÉDÉAO, ce qui était le meilleur moyen de ne pas intervenir, « ce dernier en ayant été d'ailleurs très amère quand il a réalisé le rôle que son armée a joué » selon un informateur. En outre, l'état-major français procéda le 29 juillet à la relève du commandement de l'opération Barkhane alors que la gravité de la situation imposait de le reporter : le général Bruno Baratz qui avait jusque-là tout coordonné regagna Paris le 30 juillet. C'est donc au niveau des militaires français que le principe d'une intervention a capoté et non politique puisque le président Macron était disposé à secourir le président Bazoum et la démocratie, mais ce dernier y aurait été opposé redoutant un bain de sang. Toutefois, il refusa de démissionner afin de préserver son honneur et contrarier les funestes projets des putschistes.

Certes, elle aurait provoqué un immense tollé tant en Afrique qu'en France<sup>13</sup>, mais la situation serait sûrement meilleure qu'elle ne l'est à présent en particulier pour les populations rurales. De nombreux griefs qui s'étaient accumulés contre la France la rendaient très risquée politiquement, voire impossible. Elle était en effet accusé de ne pas parvenir à éliminer les djihadistes au Mali, d'entretenir le *statu quo* à Kidal qui échappait au contrôle de l'armée malienne, d'avoir humilié les chefs d'État du G5 Sahel convoqués sans consultation préalable au sommet de Pau (13 janvier 2020) chargé de définir la poursuite de l'engagement militaire français au Sahel alors que des populations la décriaient et enfin l'incident survenu à Téra lors du passage d'un convoi de l'opération Barkhane où deux jeunes manifestants opposés à celle-ci furent tués. Aussi, le comportement souvent méprisant du président français a été mal perçu en Afrique, notamment au Niger bien que les FAN n'avaient aucun grief à l'égard de Barkhane. Son attitude a donc desservi Bazoum qui avait souligné, dès son élection, la souveraineté du Niger y compris pour sa propre sécurité.

<sup>12</sup> E. GRÉGOIRE, 8/04/2025, <https://www.geopolitique.net/niger-un-coup-detat-le-chaos-et-apres-par-emmanuel-gregoire/> et 1/07/2024, <https://www.geopolitique.net/niger-anatomie-dune-junte-par-emmanuel-gregoire/>

<sup>13</sup> La tentative de coup d'État qui affecta le Bénin (7 décembre 2025) fut déjouée par les forces armées béninoises avec le soutien immédiat de la CÉDÉAO (Nigeria) et de la France qui tirèrent les leçons de la crise nigérienne.

Enfin, on peut se demander comment ces putschistes ont-ils pu prétendre faire mieux que le régime civil surtout quand on sait qu'en Afrique un coup d'État est le meilleur moyen de s'enrichir ? Au-delà de leurs discours nationalistes, souverainistes et anti-français, il y a leurs véritables motivations à savoir une soif de pouvoir, l'assouvissement d'ambitions personnelles et un désir d'enrichissement sans limites : l'armée est devenue leur bien, l'instrument par lequel ils contrôlent l'État et terrorisent la population. Si au Burkina et au Mali, ce sont des sous-officiers et des colonels combattant au front qui ont pris le pouvoir, au Niger ce sont des généraux nantis après de longues années de malversations qui s'en sont emparés en trahissant le président Bazoum auquel certains devaient leur promotion.

Depuis l'indépendance, l'armée est en effet aux mains de grandes familles alliées par la parenté ou des alliances matrimoniales, amicales, régionalistes voire villageoises. Le système se reproduit donc sur des bases clientélistes et non sur le mérite : les jeunes officiers extérieurs à ces familles parfois formés à l'étranger se trouvent bloqués à un certain échelon de la hiérarchie militaire à moins de trouver un « patron » qui les fera progresser comme ce fut le cas de Tiani soutenu par l'ex-président Issoufou. À ce clientélisme s'ajoute depuis le régime du général Seyni Kountché la politisation de l'armée d'abord avec la création du MNSD (alors parti unique) puis lors de la Conférence nationale période où de nombreux partis virent le jour : comme le résuma un fin connaisseur des FAN « l'armée est (désormais) dans la politique et la politique dans l'armée » d'où une succession de coups d'État.

### **III. Le commandement militaire plus de deux ans après le coup d'État et la déroute sécuritaire**

Ce commandement ne connaît pas de profondes réorganisations. Ce sont donc les mêmes qui sont au pouvoir ce qui n'a pas empêché des rivalités régionalistes, des antagonismes de corps et des inimitiés interpersonnelles d'où des frictions au sein de la junte. Au départ, elles portaient sur le sort réservé à l'ancien président Issoufou (certains soutenus voulaient le traduire en justice pour sa mauvaise gestion du pays et la corruption de son régime tandis que le général Tiani s'y opposait) et sur la venue de la Russie : le général Mody qui s'imposait comme l'idéologue de la junte multipliait les initiatives et les pressions pour que les Russes se substituent aux Français que la junte expulsait du Niger. Ces divergences politiques et géopolitiques créèrent des tensions au point d'instaurer un climat de défiance et de suspicion au sein du CNSP et d'amener le général Tiani à vivre à la présidence sous haute protection. Par contre, le désir de contrôler l'État et ses prébendes afin d'assouvir leur soif de pouvoir et de s'enrichir est un élément fédérateur qui poussa la junte à préserver son unité et à instaurer un régime d'exception pour assurer sa pérennité.

Grâce à la présence de la Russie dont les militaires font office de gardes prétoriennes, le général Tiani a dans un second temps assis son pouvoir en neutralisant les trois généraux dont il se méfiait le plus. Le général Mody a abandonné ses ambitions présidentielles et vu son influence diminuer étant l'artisan de l'arrivée des Russes qui fractura le pays y compris l'armée ; le général Toumba est affaibli par des problèmes de santé et de multiples affaires de corruption l'impliquant ainsi que son épouse qui a obtenu le juteux marché de l'approvisionnement en vivres de l'armée. Enfin, le général Barmou, responsable des FAN et des forces spéciales, est fragilisé par les revers subis par l'armée. Aussi, depuis le début de l'année 2025, le général Tiani dirige seul le pays. Sous l'influence de conseillers russes qui reproduisent le modèle poutinien de gouvernance, il dirige le pays par décrets et ordonnances, a neutralisé tous les contre-pouvoirs (parlement, magistrats, journalistes, etc.) et supprimé les libertés si bien qu'il règne en maître absolu sur le Niger.

Depuis qu'il a nommé dix nouveaux généraux, le général Tiani s'efforce d'afficher son pouvoir en s'appuyant sur ces hommes qui lui sont redéposables : il s'est rendu à Zinder (3 août), à Bamako puis à Ouagadougou (30 septembre) et dans la région de Tillabéri (4-5 octobre) où il inspecta les troupes. À la mi-novembre, il se rendit à Dosso, Tahoua, Agadez où il prononça un discours sur le thème de la « Souveraineté et le développement », Assamaka (frontière algérienne) et enfin à Maradi. Cette nouvelle attitude est à mettre à l'actif de la protection des Russes puisqu'il n'a jamais eu confiance dans les FAN. Certains voient dans ses récents déplacements le souci de gagner en popularité pour apparaître comme étant le seul à pouvoir être élu à la présidence de la République si des élections étaient organisées dans le cadre de la « refondation ». L'objectif est donc d'affirmer sa stature d'homme d'État providentiel et d'incarner le destin de la nation alors qu'à l'euphorie suscitée par le coup d'État<sup>14</sup> se sont substituées la désillusion puis la critique face à l'aggravation des crises sécuritaires, économiques et sociales. Ses opposants voient dans cette nouvelle stratégie une manœuvre de l'ex-président Issoufou qui mobilisa la classe politique et des commerçants pour que la population manifeste son soutien au général bénévolement ou en contrepartie de quelques francs CFA<sup>15</sup> : toujours dans l'ombre, Issoufou n'a peut-être pas renoncé à son projet de revenir à la tête de l'État malgré sa forte impopularité.

Les opérations de communication et les discours souverainistes de la junte ne peuvent masquer la déroute de l'armée face aux djihadistes qui ont accru leur emprise territoriale dans l'ouest du pays et repris les armes dans l'est. De la bouche même du général Tiani « les terroristes sont mieux équipés que nous et ont plus d'argent que nous. À notre arrivée, nous pensions que c'était une affaire de six mois » (décembre 2024). Ce constat est un aveu d'échec d'autant plus cinglant que dans le même temps, le peuple doit contribuer au Fonds de solidarité pour la sauvegarde de la patrie (FSSP) afin de renflouer les finances de l'État et permettre l'achat de matériel militaire pour venir au secours d'une armée en périls.

Affaiblie par les raisons évoquées plus haut et le transfert de troupes aux frontières du Bénin et du Nigéria pour contrer une éventuelle intervention armée de la CÉDÉAO, les FAN ont connu une première série de revers dans les semaines qui suivirent le coup d'État : 14 attaques de l'EIGS ont effet entraîné la mort de 229 soldats et 51 autres disparus. Pour enrayer cette poussée djihadiste, le général Tiani proclama (3 novembre 2023) l'état d'urgence dans plusieurs départements des régions de Tillabéri et de Tahoua « pour faire face à la situation sécuritaire préoccupante » expliqua-t-il. Par là, il reconnaissait les défaillances des FAN désormais privés de l'appui au sol des forces françaises dont il avait dénoncé l'inefficacité, et du renseignement américain. Mais la situation a continué à se détériorer puisqu'un second décompte établi début décembre 2023 montre que le Niger a subi des dizaines d'attaques djihadistes entraînant la mort d'au moins 443 militaires alors que seulement 59 soldats avaient été tués durant les deux années de la présidence de Bazoum. Depuis lors, l'armée nigérienne n'arrête plus les offensives djihadistes : les attaques des deux groupes islamistes concurrents (EIGS et GSIM) se multiplient dans la région de Tillabéri où les villages sont pillés et incendiés et leurs habitants rançonnés (impôt islamique), massacrés (l'attaque du village de Fambita perpétrée le 21 mars 2025 a fait 44 morts et 13 blessés tous civils) ou déplacés (la ville de Téra accueille plus de 50 000 réfugiés « internes » venant de villages entiers désertés) sans que la hiérarchie militaire ne s'en émeuve. Sans défense, les ruraux qui ne peuvent plus exploiter leurs champs d'où des risques de famine, sont les principales victimes d'une insécurité galopante étant pris en étau par des djihadistes sanguinaires et une armée en déroute qui ne les secourent plus.

<sup>14</sup> Il y avait parmi la population un fort ressentiment contre l'ingérence excessive des acteurs étrangers dans les affaires du Niger (militaires, extraction minière et pétrolière, éducation, développement rural, etc.).

<sup>15</sup> La junte mobilise ainsi des élèves coraniques, des jeunes le plus souvent chômeurs, des enseignants et leurs élèves, des femmes, des petits commerçants, etc. Il s'agit d'une manipulation faute d'adhésion populaire.

Abandonnés par leur hiérarchie, les soldats sont démotivés ayant le sentiment d'être devenus de la chair à canon, car enterrés dans des sacs plastiques et sans aucun hommage posthume. C'est pourquoi ils ne secourent plus les populations pensant avant tout à sauver leur peau étant plus que jamais exposée aux actions des islamistes d'où des mutineries à Termit, Bankilaré, Dosso et Tahoua, des désertions et une moindre combativité. Il n'est pas exclu qu'elles se transforment un jour en une révolte ce qui fragiliserait plus encore le régime incapable de contrer la poussée djihadiste y compris dans le bassin du lac Tchad pourtant pacifié avant le coup d'État.

Depuis le mois d'octobre (2025), les attaques du GSIM ont très curieusement diminué alors qu'elles auraient dû reprendre avec la fin de la saison des pluies, période où les pistes sont impraticables ce qui ralentit les offensives islamistes. Selon une source sûre, cela s'explique par un accord financier secret qui aurait été conclu entre le GSIM et la junte afin qu'il cesse ses attaques. Une cellule créée par le président Bazoum pour négocier avec ses chefs aurait été aussi utilisée par le général Tiani. Celle-ci avait permis au président déchu d'obtenir la libération d'une otage américaine puis à Tiani de six soldats capturés par le GSIM. Bazoum et Tiani ont donc tous deux négocié avec des responsables du GSIM pour des raisons humanitaires, mais aussi dans le cadre d'échanges de prisonniers et d'un programme de réinsertion d'ex-combattants et de relocalisation de villages comme le fit Bazoum pour restaurer la paix. Quant à Tiani, il verserait à présent des sommes considérables au GSIM via cette cellule et d'autres canaux pour obtenir une trêve afin de rétablir un semblant de sécurité et sauver son régime. Toujours selon notre source, si l'armée malienne est en grande difficulté, c'est parce que le GSIM y concentrerait toutes ses forces épargnant le Niger qui le financerait en contrepartie. En agissant ainsi, la junte nigérienne permet au GSIM de s'équiper en armes qu'il pourrait bien retourner, le jour venu, contre elle.

En l'espace de deux ans, la situation s'est donc considérablement dégradée et d'asymétrique le conflit est devenu frontal, les FAN étant désormais dans une posture défensive et souvent de repli. Du point de vue du nombre de victimes, Hamid N'Gadé et Abdou Pagoui publient régulièrement des statistiques ce que la junte refuse de faire. Selon ces deux anciens membres du cabinet de Bazoum, il y a eu 236 civils et 59 militaires tués du 2 avril 2021 au 26 juillet 2025 soit durant la totalité de la présidence de Bazoum, 2247 civils et 1582 militaires tués du 26 juillet 2023 au 18 novembre 2025 soit depuis le putsch. Ces chiffres portant sur des périodes identiques confirment le cuisant échec militaire de la junte. Celui-ci s'explique par son incomptance stratégique et organisationnelle et la fin de l'assistance extérieure contrairement à ce que veut faire croire la propagande officielle. Si Vladimir Poutine accepta que son armée joue le rôle de garde prétorienne et s'implique dans la formation et le renseignement, il a prudemment refusé aux joutes burkinabé et nigérienne qu'elle se substitue aux Occidentaux et combatte les djihadistes sur le terrain comme au Mali où les 2000 à 3000 mercenaires russes sont devenus la cible privilégiée des djihadistes qui leur infligent revers sur revers. Enfin, l'AES créée en février 2024 qui a remplacé l'opération conjointe Taanli initiée par le Burkina et le Niger entre 2021 et 2023, relève plus de la communication que d'une réelle volonté de mener des actions communes puisqu'ils n'en ont guère les moyens, chaque pays ne parvenant déjà pas à endiguer la vague islamiste chez lui.

Celle-ci profite de la cupidité de la hiérarchie militaire plus préoccupée par l'affairisme que le combat : elle accapare les ressources de l'État pour s'enrichir sans plus se dissimuler. Pour preuve, la promulgation d'une ordonnance (23 février 2024) qui abroge les contrôles sur les dépenses liées à la défense. Grave atteinte à la bonne gouvernance, elle favorise les malversations conférant aux autorités militaires le pouvoir discrétionnaire de passer des marchés publics sans appel d'offres ni contrôle préalable. Celles-ci pillent donc les ressources publiques en toute impunité et ne s'en privent pas tel, parmi d'autres, le scandale des « armes invisibles » dénoncé par un lanceur d'alerte nigérien (armes non livrées alors qu'une avance de 30% fut versée à des proches du régime soit 1 250 000€ de gain).

Mais, elles ne s'arrêtent pas là : le Fonds de solidarité pour la sauvegarde de la patrie (FSSP) ponctionne la population et même les enfants sous la forme de contribution forcée (opération « 100 francs pour la patrie, un geste pour l'avenir »), les salariés en amputant leur rémunération et les commerçants obligés de contribuer à ce fonds qui relève de l'économie occulte et profite à la junte et à son entourage.

## **Conclusion**

La crise sécuritaire sahélienne ne cesse de s'aggraver, car les groupes islamistes accroissent leur emprise au Mali qui pourrait à court terme tomber entre leurs mains alors qu'au Burkina Faso ils contrôlent plus de la moitié du territoire national. Au Niger, ils progressent essentiellement dans l'ouest du pays au point qu'un retour en arrière paraît impossible. La reconquête des territoires perdus est hors de portée de l'armée nigérienne étant donné son délabrement physique et moral. L'engagement d'un contingent russe à ses côtés ne changerait rien à la donne surtout que la Russie concentre ses forces en Ukraine et considère les trois pays de l'AES comme des confettis aux marges de l'empire. Aux yeux du président russe, ils n'ont qu'un intérêt géopolitique (marginaliser la France et prendre pied au Sahel) et économique (piller leurs ressources minières en échange de la protection des jentes).

Deux ans après le départ de ses soldats, la France qui ferma son ambassade le 2 janvier 2024, reste pour la dictature nigérienne un puissant levier pour masquer ses échecs et son impuissance à résoudre les crises dont elle est la seule responsable : loin d'apporter la stabilité et la prospérité promises, la junte a facilité la progression des islamistes et amplifié les précarités économiques et sociales en privilégiant son maintien au pouvoir à la lutte contre l'insécurité et la pauvreté. Sa propagande outrancière et récurrente jouant sur un sentiment anti-français et un ressentiment postcolonial relève de la colère et de la paranoïa, car les putschistes n'assurent plus la sécurité ni la stabilité du pays ce que parvenait à faire le président Bazoum. Cette propagande atteint ses limites, car la population ne croit plus à ses beaux discours souverainistes auxquels elle ne croit d'ailleurs pas elle-même. En outre, en expulsant la France du pays, la pression n'est plus sur elle, mais sur la junte qui se montre incapable de relever le défi sécuritaire tandis que la France n'a plus à combattre les islamistes et ne peut donc être accusée comme par le passé d'impuissance. Malheureusement, un point de non-retour paraît avoir été atteint : les territoires perdus semblent l'être définitivement, car pour les récupérer il faudrait combattre les islamistes sur d'immenses espaces ce qui ferait de très nombreuses victimes et comporterait de gros risques d'enlisement comme en Afghanistan.

Le général Tiani et son régime, leur corruption endémique, leur mépris de la démocratie et leur indifférence à l'égard des souffrances de la population ont ruiné le pays. Ce chaos généralisé était annoncé par quelques observateurs dont le pessimisme tranchait avec l'euphorie initiale des Nigériens assoiffés de changement vivant dans des conditions difficiles, déçus par la mauvaise gouvernance (corruption généralisée, incapacité à fournir des services de base comme l'éducation, la santé, l'accès à l'eau potable, l'électricité, etc.) et dénonçant la présence de forces étrangères accusées d'alimenter le terrorisme. Mais leur engouement pour la junte céda vite la place au désenchantement puis à l'hostilité, les Nigériens ayant démythifié les militaires étant victimes de leur gestion du pays à tous points de vue calamiteuse. Soumis à la terreur, ils sont désormais sous le joug d'une dictature intractable reposant sur sa cohésion interne et sa dimension clientéliste. La junte qui n'a aucune éthique ni morale bafoue la mission républicaine de l'armée qui est de défendre le peuple et non de l'opprimer. Elle écrit la page la plus dramatique de l'Histoire du Niger. On ne voit pas qui la tournera, mais elle le sera un jour. Espérons que ce ne sera pas par les islamistes et souhaitons la fin rapide de la dictature militaire, la restauration de la démocratie et la libération du président Bazoum et de son épouse dont le calvaire comme celui du Niger n'a que trop duré.